

Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres

Ralph Schor



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6698>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2012

Pagination : 103-112

ISBN : 9782914561594

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 85 | 2012, mis en ligne le 14 juin 2013, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6698>

Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres

Ralph SCHOR

Les relations entre presse et opinion sont généralement considérées comme très étroites. Certains chercheurs pensent même que le journal constitue le principal moyen de former l'esprit du public. Un journaliste de l'entre-deux-guerres, l'abbé Loutil qui, sous le nom de Pierre L'Ermite, écrivait régulièrement dans *La Croix*, soulignait le rôle des médias : « Cette opinion, on la fait. On pétrit un cerveau comme on pétrit de la farine »¹. Plus récemment, l'historien David Pike, étudiant les réactions des Français face à la guerre d'Espagne, sélectionna un vaste éventail de journaux, représentant les diverses familles idéologiques, et considéra qu'il pouvait recueillir, grâce aux articles publiés, une image fidèle de la pensée collective :

La presse est véritablement un reflet exact du climat qui existe dans l'opinion publique d'un pays ; elle est d'une importance inestimable pour inventorier la pensée d'une époque².

Cependant, l'idée suivant laquelle les journaux forment à eux seuls l'opinion ne fait pas l'unanimité. Pierre Albert observe justement : « Il y a certes une évidente correspondance entre le contenu des journaux et les goûts, les curiosités et les idées de leurs lecteurs »³. Mais l'auteur se garde d'affirmer que l'imprimé détient un monopole. De fait, l'opinion est modelée par bien d'autres facteurs comme le milieu social et géographique, l'éducation reçue, les choix politiques, syndicaux, religieux, associatifs, les solidarités en tous genres, l'océan des expériences personnelles. Dans ces conditions, la presse représente une influence parmi d'autres et la réponse à son rôle dans la formation de l'opinion apparaît forcément nuancée.

En vérité, une réflexion attentive conduit à penser que la presse est à la fois cause et effet de l'opinion. Il faut d'abord rappeler que, le *Journal Officiel* mis à part, le périodique constitue le plus souvent une entreprise commerciale soumise aux lois du marché. Aussi ne peut-il choquer ses lecteurs dans leurs idées, leurs adhésions, leurs attentes, leurs rancunes, leurs craintes. Pour conserver leur fidélité, il est obligé de parler comme eux, de les accompagner, de les rassurer, de leur

1. Pierre L'Ermite, *La Croix*, 12 octobre 1924.

2. David W. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975, p. 25.

3. Pierre Albert, « Remarques sur les recherches en histoire de la presse », *Bulletin d'histoire moderne et contemporaine*, n° 9, 1975, p. 55.

offrir le soutien d'un groupe partageant leur identité collective. Mais le journal, tout en répondant aux désirs explicites ou inexprimés de ses lecteurs, exerce aussi une influence sur ceux-ci, par la sélection des nouvelles, leur présentation plus ou moins valorisante, les commentaires plus ou moins objectifs. Le journal, tour à tour, confirme le public dans ses choix, lui fournit arguments nouveaux, nuances, éclairages inédits. Des campagnes de presse insistantes ou des silences délibérés peuvent infléchir une tendance générale, attirer l'attention sur un point secondaire et en masquer un autre, plus important, parfois soulever les passions, infléchir même la politique gouvernementale. Certains grands journalistes comme Albert Londres, Ludovic Naudeau, Édouard Helsey, Henri Béraud, Paul Vaillant-Couturier, Raymond Cartier, deviennent des faiseurs d'opinion.

Ainsi, par le jeu d'un échange subtil et permanent, la presse influence ses lecteurs et est influencée par eux, comme le constate Alfred Sauvy :

La presse agit sur l'individu par le choix des informations, mais cette action est réciproque car, pour se vendre, le journal doit être un reflet au moins autant qu'un éducateur⁴.

Enfin le rôle exercé par la presse évolue dans le temps et dans l'espace, selon les époques, les lieux, les circonstances, les milieux sociaux et culturels. Au XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e, les journaux occupèrent une place éminente. Bénéficiant d'une faible concurrence médiatique, ils constituaient le principal moyen d'information. À l'opposé du monopole thématique ou régional détenu aujourd'hui par certains titres, ils étaient nombreux. Dans certaines communes modestes, dans des chefs-lieux de canton somnolents, paraissaient même plusieurs périodiques. Pour une foule de citoyens, le journal représentait la seule ouverture sur le monde, le seul guide, le seul professeur. Pierre Guiral constate à juste titre :

Dans un pays où, pour beaucoup, la lecture n'est ni un besoin ni une habitude, le journal quotidien ou hebdomadaire est plus qu'une forme de culture privilégiée, il est la seule forme de culture⁵.

Dans ces conditions, l'opinion que se forgeaient les Français sur leurs hôtes, ici les Italiens, dépendait largement de ce qu'ils lisaient dans les journaux.

Durant l'entre-deux-guerres, les Italiens formaient en effet de loin la nationalité étrangère la mieux représentée en France grâce à ses effectifs de 808 000 personnes en 1931, soit 28 % des étrangers. Ils étaient suivis de loin par les Polonais qui comptaient 508 000 individus. Les Transalpins s'installaient d'abord dans les régions frontalières par lesquelles ils étaient entrés en France, puis ils se dispersaient dans les régions de forte activité économique. Les immigrés à la recherche d'un travail étaient en effet majoritaires⁶. Cependant les réfugiés antifascistes constituaient une

4. Alfred Sauvy, *Le pouvoir et l'opinion. Essai de psychologie politique et sociale*, Paris, Payot, 1949, p. 39.

5. Pierre Guiral, « Problèmes d'histoire de la presse », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. XVIII, n° 4, octobre-décembre 1971, p. 485.

6. Pierre Milza (dir.) , *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986.

importante minorité. La plupart des Italiens s'abstenaient de poursuivre des activités politiques en France car ils craignaient les réactions hostiles des employeurs, prompts à licencier les agitateurs, et la répression de l'administration qui décidait généralement d'expulser les militants jugés trop actifs. Ainsi, à Nice, où vivaient 40 000 Italiens, soit un quart de la population, la police dénombrait moins de 100 communistes, quelques centaines de socialistes d'obédiences diverses, 1 000 à 2 000 fascistes⁷. Sur les 30 000 Transalpins que comptait la Meurthe-et-Moselle, quelques centaines seulement adhéraient à des mouvements politiques.

Un portrait de groupe favorable

L'opinion commune qui se fondait généralement sur des stéréotypes très répandus délivrait plutôt des appréciations positives sur les immigrés italiens. Ceux-ci étaient en effet considérés comme des « frères latins » liés aux Français par une profonde parenté ethnique et culturelle. Ainsi, le journaliste Paul Fèvre relevait une évidente « analogie de mœurs et de langue » entre les deux peuples⁸. Les Français qui se croyaient individualistes, à la différence des Allemands et des Slaves, jugés passifs et obéissants, pensaient que les Italiens leur ressemblaient, ce qui les rendait aptes à se dégager des traditions nationales et à s'intégrer à une nouvelle culture. Les nationaux observaient avec satisfaction que les Transalpins, souvent venus avec leur famille, étaient de ce fait plus stables, prédisposés à s'enraciner, car les jeunes, soumis à l'influence uniformisatrice de l'école, ramenaient chez eux un reflet de la vie française. Bons élèves, ils appréciaient l'enseignement, nouaient des amitiés avec leurs camarades autochtones, s'inséraient ainsi dans la société du pays d'accueil et refusaient de regagner le pays de leurs parents où ils se sentaient de plus en plus étrangers. Ludovic Naudeau remarquait, à propos de ces jeunes : « Ils donnent les signes d'une francisation avancée... Ils sont souvent les premiers de leur classe »⁹.

Cependant les observateurs français notaient quelques singularités dans le comportement de leurs hôtes. Ceux-ci étaient vus comme plus exubérants que les Français, plus volubiles, soulignant leurs conversations par de grands gestes, aimant les vêtements voyants quand ils se promenaient le dimanche. Les journalistes insistaient sur la passion des nouveaux venus pour la musique, la pratique de l'accordéon et de la guitare, leur fréquentation assidue des guinguettes et des cafés où ils jouaient aux cartes avec animation.

Les Italiens étaient le plus souvent considérés comme une excellente main-d'œuvre, très utile au pays. Ils étaient réputés endurants, compétents, habiles de leurs mains, manifestant « un esprit de labeur opiniâtre »¹⁰. Ils se signalaient par un grand esprit de discipline : « ouvriers dociles, corrects, déferents, consciencieux »,

7. Ralph Schor, « Il fascismo italiano nelle Alpes-Maritimes, 1922-1939 », *Notiziario dell'Istituto della Resistenza in Cuneo e provincia*, n° 26, décembre 1984, p. 21-57.

8. Paul Fèvre, *Le Journal des Débats*, 20 juin 1930.

9. Ludovic Naudeau, *L'Illustration*, 23 février 1929.

10. Camille Forgues, *L'Express du Midi*, 2 mai 1923.

assurait J. Esparbès dans un périodique économique régional¹¹. «L'Italien est docile, il a le respect de l'autorité», ajoutait Henri Peyret dans *Études*, la revue de la Compagnie de Jésus¹². L'apport des Italiens à la production française apparaissait d'autant plus précieux que ces travailleurs étaient peints comme très sobres et ne diminuant pas leurs forces par une consommation excessive d'alcool. Aussi Magdeleine Paz qui s'exprimait dans *Le Populaire*, quotidien du Parti socialiste SFIO, pouvait-elle conclure :

Quelles semences de vertus humaines ils répandent sur la terre française... Partout où ils passent le métier en bénéficie, la nation en est enrichie... Il n'est au pouvoir de personne d'évaluer leur contribution à la prospérité française. Elle est incalculable¹³.

Les journalistes formulaient cependant quelques réserves. Les Italiens étaient connus pour leur forte adhésion à la religion catholique mais il semblait que l'émigration distendait ces liens et que la pratique s'affaiblissait. Dès lors, les nouveaux venus, privés de repères, pouvaient sombrer dans une vie dissolue, abuser de l'alcool et du jeu, fréquenter les femmes de mauvaise vie. Les Transalpins étaient aussi accusés d'aggraver la délinquance, de violer les règles élémentaires de l'hygiène, de manquer d'ordre et de rigueur. Une rédactrice de *La Lumière*, hebdomadaire de gauche bien disposé à l'égard des immigrés, notait cependant :

Logez confortablement des émigrés italiens et ils sauront donner à leur village ce débraillé, cette turbulence, cette malpropreté qui les caractérise¹⁴.

Les variantes politiques

L'image des Italiens différait beaucoup en fonction des engagements politiques des observateurs français.

L'extrême droite se déclarait très inquiète car elle pensait qu'un grand nombre d'Italiens appartenaient à la gauche révolutionnaire antifasciste¹⁵. Le Parti populaire français (PPF), formation fasciste animée par Jacques Doriot, dénonçait la complicité unissant communistes italiens et français. Organe niçois du PPF, *La Voix du peuple français* accusait le député rouge local Virgile Barel, membre de la majorité de gauche élue en 1936, de préparer «l'instauration du régime soviétique à Nice» en naturalisant massivement les immigrés, «extrémistes dangereux»¹⁶, «sadiques du crime, pillards nés»¹⁷. L'extrême droite ajoutait qu'outre les réfu-

11. Jean Esparbes, *Le Sud-Ouest Économique*, 18 novembre 1926.

12. Henri Peyret, *Études*, 5 août 1928.

13. Magdeleine Paz, *Le Populaire*, 10 août 1938.

14. Jacqueline Moran, *La Lumière*, 18 mai 1935.

15. Ralph Schor, «L'extrême droite française et les immigrés en temps de crise, années 1930 - années 1980», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n° 2, 1996, p. 241-260.

16. Pierre Luriet, *La Voix du peuple français*, 6 septembre 1936. Voir Ralph Schor, «Le Parti populaire français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939)», *Cahiers de la Méditerranée*, n° 33-34, décembre 1986 - juin 1987, p. 99-125.

17. *La Voix du peuple français*, 20 septembre 1936.

giés politiques, le gouvernement de Rome exportait de dangereux délinquants de droit commun. Aussi pouvait-on lire dans *Le Franciste*, organe de la ligue fasciste du même nom :

Depuis 1920, la France est gangrenée par tous ces émigrés italiens que Mussolini, avec juste raison, avait expulsés d'Italie non pour délit politique, mais pour délit de droit commun¹⁸.

Les extrémistes concluaient tristement que, si les Français s'étaient révélés plus travailleurs, on eût évité de recourir à l'immigration¹⁹ et d'introduire ce que *L'Action Française* appelait « l'Italien dégénéré »²⁰.

La droite modérée faisait preuve de plus de nuance car elle obéissait à des considérations économiques et politiques qu'elle jugeait impérieuses. En premier lieu, la droite libérale, proche des chefs d'entreprises, savait que la France souffrait d'un grave déficit de main-d'œuvre et que la venue de travailleurs étrangers se révélait nécessaire pour la survie de la production nationale. Les modérés se montraient aussi sensibles à l'action de Mussolini dans son pays : ce dirigeant, objet d'une fréquente admiration, était réputé avoir remis de l'ordre dans la turbulente péninsule et y avoir évité la révolution. Enfin, les modérés, généralement pacifistes, voyaient dans le Duce un possible allié latin contre l'Allemagne impérialiste et revancharde. Aussi la droite célébrait-elle l'œuvre accomplie par Mussolini, était choquée par les insultes lancées par les antifascistes contre le dirigeant italien, voulait développer avec celui-ci une coopération multiforme. Les revendications territoriales présentées par Rome sur le comté de Nice, la Savoie, la Corse et la Tunisie étaient minimisées et mises sur le compte d'une minorité de fascistes excités. Minimisées aussi par la presse étaient les manœuvres tortueuses du Duce contre la France ou les réfugiés antifascistes, manœuvres révélées notamment lors de l'arrestation de Ricciotti Garibaldi : ce descendant du héros du *Risorgimento* se faisait passer pour un militant progressiste, ennemi de Mussolini ; en fait il était un agent appointé du Duce, il recrutait des réfugiés de gauche, les envoyait en « mission secrète révolutionnaire » en Italie, les dénonçait et les faisait arrêter²¹.

Si la droite demandait l'expulsion des agitateurs les plus dangereux, elle insistait sur la nécessité de garder les travailleurs majoritairement honnêtes et paisibles. Elle voulait que l'immigration fût organisée dans la cadre d'une coopération amicale avec le pays voisin. Elle patronna la création de journaux voués à cette cause²². L'un de ces périodiques, *France-Italie*, observait : « Tout notre programme est dans notre titre... Nous désirerions qu'il n'y eût pas de frontière »²³.

18. Louis Belleau, *Le Franciste*, 3 octobre 1937.

19. Gustave Hervé, *La Victoire*, 3 octobre 1926.

20. Georges Gaudy, *L'Action Française*, 14 août 1933.

21. Voir Ralph Schor, « Les étrangers dans la ville : le péril italien dans les agglomérations des Alpes-Maritimes de 1919 à 1939 », *Annales de la Faculté des Lettres de Nice*, n° 25, 1975.

22. Ralph Schor, « *L'Idée Latine* : une revue du rapprochement franco-italien dans les années trente », dans Jean-Baptiste Duroselle et Enrico Serra (dir.), *Italia, Francia e Mediterraneo*, Milan, Franco Angeli, 1990, p. 144-159.

23. *France-Italie*, 1^{er} mai 1935.

La gauche, pour sa part, défendait par principe les Italiens qui apparaissaient d'abord comme une main-d'œuvre misérable et exploitée. Ainsi, le périodique communiste *Rouge-Midi* s'exclamait :

Naturellement, les travailleurs étrangers sont employés aux travaux les plus pénibles, les moins payés. Voyez dans les villes de la Côte d'Azur : qui est à la voirie, aux terrassements ? Qui est manoeuvre ? Qui loge dans les taudis ? Les Italiens²⁴.

Cette situation commandait que s'instaurât entre les deux prolétariats italien et français, également exploités, une étroite fraternité, « une chaîne d'airain que le fascisme soit impuissant à briser »²⁵. Français et Transalpins devaient s'entraider, militer ensemble dans les mêmes syndicats, perturber de manière concertée les manifestations mussoliniennes. La presse française avait le devoir de prodiguer aux immigrés des conseils et des secours, de les soutenir dans toutes leurs actions politiques. Quand un antifasciste assassinait un porteur de chemise noire téléguidé depuis Rome, ce militant courageux méritait toute l'indulgence de la justice. Les exilés constituaient en effet, pour la gauche française, une élite politique et morale injustement persécutée pour ses idées. Les provocateurs fascistes étaient les véritables responsables de leur propre exécution car ils infligeaient une terreur insupportable à de pauvres gens qui réclamaient seulement la justice. Le quotidien communiste *L'Humanité* notait : « Il est inévitable que la haine éclate, de-ci, de-là, chez les plus impulsifs »²⁶. « Le métier d'assassin fasciste a ses aléas : l'insécurité », ajoutait Paul Vaillant-Couturier²⁷. *Le Populaire*, organe de la SFIO, renchérisait : « Quand ils rencontrent ici, à Paris, un individu portant l'insigne fasciste, on comprend que tous ces gens ne peuvent oublier les brutalités et les crimes commis par les bandes de Mussolini »²⁸.

Toute acquise qu'elle fût aux immigrés, la gauche n'était cependant pas indemne de xénophobie. En fait, elle redoutait surtout la concurrence des Italiens sur le marché de l'emploi. Cette rivalité était exaspérée durant les périodes de crise et de chômage. La gauche reprochait aux nouveaux venus de manquer de conscience de classe et d'être totalement soumis à la volonté des employeurs. *L'Humanité* remarquait que, sur tel chantier, « il y a 50 % de travailleurs italiens qui font le jeu des patrons en acceptant et en sollicitant même du travail supplémentaire »²⁹. Les Italiens étaient aussi accusés de ne pas se rebeller contre les bas salaires, de ne pas faire grève et de remplacer les Français renvoyés pour leur militantisme³⁰. Certains usurpaient la qualité de réfugiés politiques pour apitoyer l'opinion et mieux contourner les lois : « Ils abusent de leur situation de proscrits pour se croire intouchables. Et puis, ils ne sont pas tous des proscrits »³¹.

24. *Rouge-Midi*, mars 1930.

25. Alba, *L'Humanité*, 7 juin 1926.

26. *L'Humanité*, 22 février 1924.

27. Paul Vaillant-Couturier, *L'Humanité*, 22 novembre 1928.

28. *Le Populaire*, 6 septembre 1923.

29. *L'Humanité*, 3 février 1921.

30. *L'Humanité*, 25 juin 1923.

31. Georges Dumoulin, *Le Populaire*, 23 mars 1933.

Les variantes régionales

Brochant sur les opinions élémentaires ou politiques, la conjoncture régionale imprimait un tour particulier à l'image des Italiens.

Le Sud-Ouest souffrait d'un dépeuplement ancien et important. Beaucoup de terres étaient retournées à la friche et le prix des exploitations agricoles à la vente ou le montant des métayages et des fermages apparaissaient très intéressants. Cette conjoncture entraîna l'immigration de nombreux Italiens venant de régions rurales surpeuplées. Les premières arrivées furent enregistrées en 1922, l'apogée fut atteint entre 1924 et 1926. Le Sud-Ouest reçut quelque 50 000 Transalpins exploitant, selon les départements, de 1,5 à 3 % des terres cultivables.

La presse nationale s'alarma rapidement face à ce phénomène de « colonisation ». La campagne fut surtout menée par le célèbre journaliste Édouard Helsey qui s'exprimait dans *Le Journal*. Après avoir affirmé que les Italiens contrôlaient 35 à 40 % des terres dans le Gers, Helsey dénonçait une « entreprise de dépossession puissante et durable »³². Les plus inquiets des analystes croyaient percevoir, derrière cette immigration, la main du gouvernement italien qui organisait le mouvement migratoire à des fins sans doute politiques. Peut-être voulait-il faire naître un problème irrédentiste dans une région où les Transalpins seraient devenus très nombreux, voire, à terme, majoritaires. *Le Peuple*, quotidien de la CGT, se désolait : « Le Gers devient tous les jours davantage une colonie italienne »³³.

En revanche, la presse locale affichait une satisfaction sans réserve. Pour *La Dépêche de Toulouse*, les chiffres donnés par Édouard Helsey constituaient une « grossière erreur »³⁴. Il fallait rendre grâce aux Italiens qui, par leur « concours inestimable »³⁵, avaient amené une véritable renaissance économique. Quel que fût l'angle d'observation, l'immigration se révélait positive : les nouveaux venus étaient jugés laborieux, dociles, sobres ; ils expérimentaient de nouvelles techniques bien adaptées au sol ; par leur présence et leur activité, ils faisaient remonter le prix des exploitations ; ils fournissaient des clients aux commerçants et des ouailles aux paroisses désertées. S'entendant bien avec leurs voisins autochtones, ils vivaient « au milieu de la sympathie générale »³⁶. Le radical Yvon Delbos, futur ministre des Affaires étrangères de Léon Blum en 1936, développa un thème conservateur : il considérait que la terre, favorisant une activité naturelle et authentique, constituait le meilleur moyen d'attacher les hommes et, de ce fait, permettait une intégration rapide et sûre des immigrés³⁷.

Dans le comté de Nice vivait une importante population italienne qui, dans la seule ville de Nice, représentait un quart des habitants. Entre le comté et la péninsule voisine existaient de nombreux facteurs de rapprochement : les liens étaient anciens ; la parenté géographique et culturelle semblait étroite ; la région

32. Édouard Helsey, *Le Journal*, 21 juin 1925.

33. Mraty-Rollan, *Le Peuple*, 2 mars 1926.

34. Stéphane Wlocewski, *La Dépêche de Toulouse*, 4 avril 1933.

35. *Le Sud-Ouest Économique*, 18 novembre 1926.

36. Camille Forgues, *L'Express du Midi*, 2 mai 1923.

37. Yvon Delbos, *La Dépêche de Toulouse*, 4 juillet 1928.

manquait de main-d'œuvre notamment pour faire vivre son activité touristique ; la droite locale admirait Mussolini et la gauche prodiguait toute sa sympathie aux immigrés.

Mais, malgré ces conditions favorables, les mauvais rapports l'emportaient. La peur de la concurrence sur le marché de l'emploi restait vive, surtout en période de crise ; les ouvriers et les commerçants dénonçaient régulièrement les Italiens qui s'employaient à vil prix, ne comptaient pas leurs heures, ne reculaient pas devant les procédés déloyaux, voire malhonnêtes, pour l'emporter sur les Français. D'autres griefs étaient formulés sur le plan politique : la droite fustigeait les menées des réfugiés, comploteurs sans scrupules qui compromettaient les relations avec le gouvernement de Rome ; la gauche s'indignait des agissements des fascistes qui s'attachaient à maintenir l'emprise mussolinienne parmi les immigrés, à contrôler les esprits et inspirer les comportements privés et publics.

Par-dessus tout régnait la peur de l'irrédentisme. Chacun savait que le Duce réclamait le rattachement du comté, ce qui semblait expliquer qu'il s'appliquât avec tant d'énergie à entretenir l'italianité des émigrés. Cette thèse était encore accréditée par les incidents de frontière, les incursions des carabinieri italiens sur le territoire français, l'implantation de *fasci* dans toutes les communes de quelque importance, *fasci* qui servaient de relais à l'influence politique transalpine. Certains journaux locaux, surtout la radicale *France de Nice* et l'irrédentiste *Pensiero Latino*, menaient de violentes polémiques qui entretenaient la nervosité du public ; les menaces et les rixes entre rédacteurs des deux feuilles n'étaient pas rares. Le gouvernement français dans les années 1920 et les Niçois à divers moments pensaient que l'immigration était encouragée par le pays voisin pour des raisons politiques précises : Mussolini voulait que ses compatriotes devinssent majoritaires dans le comté pour, le moment venu, exiger un plébiscite que le vote transalpin rendrait favorable à la mère patrie ou, plus grave encore, déclarer la guerre à la France. Ce conflit s'avérerait très dangereux car les immigrés se transformeraient en agents secrets, en espions, en saboteurs, au profit de leur pays d'origine. Quand, à la veille de la deuxième guerre mondiale, les députés italiens réclamèrent une nouvelle fois la réannexion de Nice, le maire de cette ville, Jean Médecin, exprima le sentiment général en s'adressant au ministre de la Justice, Marchandeu, de passage dans la région :

Nice doit tout à la France, Nice attend tout de la France, Nice donne tout à la France. M. le Garde des Sceaux, dites au président Daladier que ce pays est français et qu'il n'a d'autre idéal que la France³⁸.

Certains journalistes, moins diplomates, traduisaient une opinion elle aussi présente dans la population :

Géographiquement, les Niçois sont promis aux premières bombes de l'aviation fasciste. Mais leurs réactions pourraient coûter cher aux trop nombreux fascistes qui vivent parmi nous... Gare aux vèpres niçoises³⁹.

38. *L'Éclaireur de Nice*, 9 janvier 1939.

39. *Le Caméléon*, 12 mars 1933.

L'étude des médias demande une analyse minutieuse et, si possible, exhaustive. Dans le cas présent, il apparaît que les Italiens inspiraient un sentiment général de sympathie fondée sur la parenté ethno-culturelle franco-italienne, sur leur utilité économique et leurs qualités professionnelles. Les restrictions parfois émises pesaient peu face aux jugements positifs.

Cependant une étude détaillée et plus profonde conduit à nuancer le corps commun de doctrine. Les choix politiques des immigrés, choix avérés ou potentiels, inquiétaient les Français. Les contextes régionaux amenaient des divergences dans l'opinion du pays d'accueil. Deux types de situation peuvent être envisagés, au regard de la presse. Dans les campagnes, ainsi dans le Sud-Ouest, la main-d'œuvre s'avérait nécessaire. La faible politisation des populations rurales désarmait nombre de préventions chez les Français. De plus, la dispersion de l'habitat empêchait la formation de forts noyaux nationaux et favorisait les rencontres avec les autochtones. En revanche, dans les régions urbanisées, comme le comté de Nice, les besoins en main-d'œuvre étaient tout aussi importants, mais d'autres facteurs rendaient les relations plus difficiles : la formation de quartiers ethniques, surnommés souvent « petites Italies », sortes de conservatoires identitaires où les coutumes nationales survivaient longtemps, éveillaient la méfiance et faisaient croire que le pays se transformait en une mosaïque ethnique ; dans les villes, sièges des partis et des syndicats en exil, lieux de parution des journaux en langue étrangère, l'activisme politique, les manifestations, les grèves pouvaient faire peur aux Français. Quand un péril particulier comme l'irrédentisme était ressenti, la crainte s'aggravait et suscitait parfois des incidents, insultes, campagnes de presse, rixes.

En définitive, il apparaît que l'étude de l'opinion inspirée par les étrangers fournit des informations sur ceux-ci, mais encore plus sur les Français, leurs perceptions, leurs fantasmes parfois, leur psychologie toujours.